



MINUSCA

NOTE D'INFORMATION

RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT SUR TOUT LE TERRITOIRE EST INEVITABLE, SELON LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA

Bangui, le 19 avril 2017 – Les porte-parole du Gouvernement centrafricain et la MINUSCA ont réaffirmé mercredi que la restauration de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national est inévitable, en soulignant que l'exemple de Bambari se poursuivra ailleurs. Le Ministre et porte-parole du Gouvernement, Théodore Jousso, et le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, intervenaient mercredi à Bangui, lors de la conférence de presse conjointe.

Le Ministre et porte-parole a reconnu que « *même si la tâche reste énorme* », compte tenu du contexte centrafricain, à savoir l'étendue du territoire, la faible population et l'absence des moyens, « *l'exemple de Bambari est la preuve que l'Etat commence à envoyer ses services de base afin d'assurer ses fonctions régaliennes* ». « *Nous allons y parvenir, avec l'appui de nos partenaires de la MINUSCA* », a-t-il ajouté, en rappelant que la restauration de l'autorité de l'état implique la présence de l'administration, la sécurité et des investissements sociaux.

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA a souligné que « *Bambari tout seul ne suffira pas et que l'objectif c'est que*

cet essai touche tout le territoire national ». « La MINUSCA reste résolument aux côtés du Gouvernement et du peuple centrafricain et elle continuera à renforcer ses capacités et à mieux travailler en étroite collaboration avec les autorités, à tous les niveaux, pour une plus grande synergie et pour de meilleurs résultats de nos actions conjointes », a insisté Monteiro, en soulignant la coordination entre la Mission et d'autres partenaires dans l'appui à la Centrafrique.

Les porte-parole du Gouvernement et de la MINUSCA ont également réaffirmé l'importance du dialogue et ont, à cet effet, rappelé la rencontre, les 20 et 21 avril, du Comité consultatif et de suivi (CCS) sur le programme de Désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR), avec la participation, pour la première fois, des 14 groupes armés. *« C'est un grand pas et nous nous félicitons de la participation de tout le monde », s'est réjoui Théodore Jousso, qui a aussi annoncé que l'ensemble du budget du DDRR est en phase d'être bouclé. Monteiro a quant à lui formulé l'espoir que « les gens entendront raison et saisisent cette occasion pour que le temps de la paix soit une réalité ».*

Les deux porte-parole ont par ailleurs réaffirmé que la justice primera alors que certains secteurs dénoncent *« une possible amnistie des auteurs de crime dans le pays »*. Le Porte-parole du gouvernement a souligné que la *« justice prendra du temps mais elle se fera »*. Pour lui, *il n'est pas question d'amnistier les principaux auteurs de crime dans leur pays car « c'est le peuple souverain qui a décidé pendant les consultations à la base qu'il n'y aura pas d'amnistie. Si les dispositions de création et d'opération de la Cour Pénale Spéciale sont en train d'être faites, ça veut dire que la justice se fera »*. A ce sujet, Vladimir Monteiro a noté que la réconciliation nationale *« exige également que justice soit faite »* et annoncé que la MINUSCA va dévoiler très bientôt une cartographie des crimes commis en

Centrafrique de 2003 à 2015, afin d'aider la justice dans son travail.

En conclusion, le porte-parole du gouvernement a rejeté les informations sur un supposé conflit qui opposerait le Chef de l'Etat et le Président de l'Assemblée Nationale. « *Le Président de la République et le Président de l'Assemblée Nationale sont condamnés à travailler main dans la main pour l'intérêt de la Nation. Ne spéculons pas sur ce qui n'existe pas. Le mot crise ne s'y prête pas* », a-t-il conclu.